universelle à un niveau déterminé, au regard des projections de la situation financière des régimes de retraite obligatoires établies par le comité d'expertise indépendant des retraites mentionné à l'article L. 19-11-10 du code de la sécurité sociale sur un horizon de quarante ans, de manière à garantir l'équilibre financier du système de retraite sans diminuer la part des retraites dans le produit intérieur brut, appréciée selon des modalités fixées par décret en Conseil d'État.

- ⑧ Un décret approuve cette délibération ou énonce les motifs pour lesquels elle ne peut être approuvée. Dans ce dernier cas, ou en l'absence de délibération, ces deux valeurs sont fixées par décret dans les conditions prévues aux articles L. 19-11-3, L. 19-11-4 et L. 19-11-7 du même code.

Article 10

- ① I. – Le chapitre I^{er} du titre IX du livre I^{er} du code de la sécurité sociale tel qu'il résulte des articles 8 et 9 de la présente loi est complété par un article L. 191-5 ainsi rédigé :
- ② « Art. L. 191-5. – Un coefficient d'ajustement est appliqué à proportion de l'écart, exprimé en mois entiers, entre l'âge de l'assuré à la date de liquidation de sa retraite et l'âge d'équilibre applicable à sa génération. Il minore la retraite de l'assuré qui la liquide avant l'âge d'équilibre applicable à sa génération, et majore celle de l'assuré qui la liquide après cet âge.
- ③ « La valeur par mois du coefficient d'ajustement est fixée par décret.
- ④ « L'âge d'équilibre, fixé par décret et exprimé en mois entiers, évolue par génération à hauteur des deux tiers de l'évolution des prévisions d'espérance de vie à la retraite des assurés, déterminées par l'Institut national de la statistique et des études économiques. Un décret en Conseil d'État détermine les modalités de calcul permettant de déterminer ce ratio.
- ⑤ « Par dérogation aux deuxième et troisième alinéas du présent article, une délibération du conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite universelle peut, selon les modalités et dans les limites prévues aux articles L. 19-11-3, L. 19-11-4, L. 19-11-7, fixer une valeur différente de celle résultant des deuxième et troisième alinéas du présent article :
- ⑥ « 1° Pour la valeur du coefficient d'ajustement applicable au titre de l'année considérée, sans qu'elle puisse être supérieure ni inférieure d'un tiers à celle définie en application du deuxième alinéa ;

- ⑦ « 2° Pour l'âge d'équilibre applicable au titre de la génération considérée, sous réserve que l'évolution qui en résulte soit nulle ou suive le même sens sans pouvoir être supérieure à l'évolution des prévisions d'espérance de vie à la retraite des assurés mentionnée au troisième alinéa. Dans ce dernier cas, cette évolution ne peut pas être supérieure à ces prévisions.
- ⑧ « Un décret approuve cette délibération ou énonce les motifs pour lesquels elle ne peut être approuvée. »
- ⑨ II. – Le conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite universelle émet, par une délibération prise avant le 30 juin 2021, des propositions pour la fixation de l'âge d'équilibre prévu à l'article L. 191-5 du code de la sécurité sociale applicable à compter de l'entrée en vigueur du système universel de retraite, en prenant en compte l'âge moyen projeté de départ à la retraite des salariés du régime général hors départs anticipés, pour la première des générations mentionnées au A du II de l'article 63 de la présente loi, par le comité d'expertise indépendant des retraites mentionné à l'article 56 et l'équilibre financier de long terme du système universel de retraite.
- ⑩ Au regard des propositions du conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite universelle, et en prenant en compte les projections du comité d'expertise indépendant précédemment mentionnées, un décret fixe cet âge d'équilibre avant le 31 août 2021.

Commentaire [Lois20]:
Amendement n° 11966

Article 11

- ① Le chapitre I^{er} du titre IX du livre I^{er} du code de la sécurité sociale tel qu'il résulte des articles 8, 9 et 10 de la présente loi est complété par un article L. 191-6 ainsi rédigé :
- ② « *Art. L. 191-6.* – La revalorisation annuelle des retraites servies est effectuée, le 1^{er} janvier de chaque année, en fonction de l'évolution annuelle des prix hors tabac, par application du coefficient mentionné à l'article L. 161-25.
- ③ « Par dérogation au premier alinéa du présent article, la revalorisation annuelle peut être effectuée selon un coefficient fixé, selon les modalités et dans les limites prévues aux articles L. 19-11-3, L. 19-11-4 et L. 19-11-7, par une délibération du conseil d'administration de la Caisse nationale de retraite universelle approuvée par décret ou, en l'absence de délibération ou en l'absence d'approbation de celle-ci, par décret. Dans ce dernier cas, le